

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**Unité  
Ouvrière**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2108 - 26 décembre 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

**Alors que le chômage s'étend  
le gouvernement  
veut la "relance"  
... des profits  
du patronat !**

p. 3 et 5

**Manifestations de lycéens**

p. 4



**Halte aux suppressions  
de postes dans l'éducation !**

# Sommaire

## Dans l'enseignement

p. 4

- Les manifestations lycéennes

## Leur société

p. 5

- Sarkozy au Brésil
- Plan de relance
- Plan climat

p. 9

- L'« affaire » de Tarnac
- Victoire de sans-papiers à Montreuil
- Le gouvernement contre les migrants dans le Nord
- Occupation de logements à Paris
- Manifestation pour l'emploi à Hennebont

p. 12

- Centre de rétention de Mayotte
- Lignes électriques coupées dans le Centre
- Le prix du gaz ne baissera pas

## Dans le monde

p. 6-7

- La mobilisation continue en Grèce
- Rwanda : des militaires condamnés, mais leurs complices français courent toujours
- Gaza et Cisjordanie : la violence permanente faite aux Palestiniens
- Belgique : la crise atteint Leternme

## Il y a 90 ans

p. 8

- Décembre 1918 : fondation du PC allemand

## Dans les entreprises

p. 10

- General Motors-Strasbourg
- Chaffoteaux - Ploufragan
- Thales - Brive

p. 11

- La Redoute-Roubaix
- CHU de Nancy
- CHU de Besançon
- Thomson - Rennes

# Le patronat fabrique le chômage, mais ne veut pas le payer

**La convention d'assurance-chômage arrivant à terme le 31 décembre, un nouvel accord devrait être signé entre syndicats et organisations patronales.**

Les grandes lignes de l'accord étant déjà connues, parmi les syndicats, seule la CGT a annoncé son opposition. On sait que le patronat veut réduire globalement l'indemnisation des chômeurs. Il souhaite « indemniser plus de chômeurs dans un équilibre global qui ne pénalise pas le régime », avait souligné Patrick Bernasconi, représentant du Medef.

La grande nouveauté serait d'augmenter, dans cette

période difficile, le nombre de chômeurs ayant droit à une certaine indemnisation. Aujourd'hui, il faut justifier d'au moins six mois de travail au cours des 22 derniers mois, pour avoir droit à une allocation des Assedic, et ainsi seulement un chômeur sur deux est indemnisé. Le patronat serait prêt, grand prince, à n'exiger plus que cinq mois de travail dans la période de référence. D'après la CFDT favorable à

cette nouvelle donne, jusqu'à 160 000 chômeurs de plus seraient ainsi indemnisés.

Mais, en retour, la principale exigence du patronat est que les chômeurs soient indemnisés moins longtemps. Par le biais de plusieurs mesures, la période d'indemnisation serait diminuée. Un certain nombre de chômeurs basculeraient vers le RMI plus rapidement qu'actuellement.

L'âge de la liquidation de la retraite pour les demandeurs d'emploi, actuellement de 60 ans et demi, serait repoussé progressivement jusqu'à 62 ans en

2011. Enfin, comme on pouvait s'y attendre, le Medef veut introduire dans l'accord une diminution automatique des cotisations patronales, si les comptes de l'Unedic le permettent. Et ce serait justement le cas, l'Unedic ayant un excédent... grâce à la diminution des indemnisations !

Du fait de la crise, le patronat se prépare à faire augmenter le nombre des chômeurs, mais aussi sans doute la durée du chômage. Et pas gêné, il voudrait en plus que cela lui coûte moins cher en cotisations !

**Bertrand GORDES**

## • Les maisons à 15 euros par jour

# Rien à voir avec le logement social

**Christine Boutin, la ministre du Logement, avait déclaré en avril dernier que 5 000 maisons à 15 euros par jour seraient construites en un an. Le 21 décembre, elle a inauguré les trois premières, et remis les clés aux propriétaires de deux d'entre elles. On est loin des 5 000 promis, et encore plus du million de logements sociaux qu'il serait indispensable de construire !**

Car Christine Boutin présente ces « maisons à 15 euros » comme étant du logement social. Elles sont accessibles aux ménages ayant au moins deux enfants et dont le revenu net mensuel doit être compris entre 1 500 et 2 000 euros, APL comprise. Mais même si le taux de TVA pour la construction de ces maisons neuves a été abaissé à 5,5 %, ce qui diminue leur prix de revient, et même si les acheteurs bénéficient de certains prêts avantageux, ils devront néanmoins s'endetter pour au moins 25 ans, uniquement pour payer leur habitation. Ensuite, il leur faudra prendre un nouveau crédit pour rembourser le terrain sur laquelle elle a été bâtie, et dont le prix aura augmenté de 1,5 à 4 % par an, selon les endroits. Autrement dit, ils risquent d'avoir largement dépassé l'âge

de la retraite quand ils seront enfin pleinement propriétaires de leur logement.

En outre, les premiers occupants de ces maisons ont fait leurs comptes, et calculé que le prix qu'ils paient est plus près de 800 euros mensuels que des 450 annoncés. Et s'ils n'avaient pas gagné plus de 2 000 euros mensuels, il leur aurait été difficile de l'acheter.

Partant du fait qu'il existe peu de terrains libres, et surtout à un prix abordable aux abords des grandes villes, Christine Boutin parle maintenant d'étendre ce dispositif aux appartements. Mais combien y en aura-t-il, et à quel prix ?

Ces « maisons à 15 euros » par jour semblent vraiment être de la même veine que celles à 100 000 euros lancées par Borloo, dont 800 au maximum seraient sorties de terre et qui

coûtent 20 % plus cher que le prix annoncé. Elles sont juste l'occasion de quelques annonces médiatiques afin de donner l'illusion que le gouvernement fait quelque chose pour le loge-

ment social, alors que chacun peut constater que, comme tout ce qui est utile à la population, c'est le dernier de ses soucis.

**Marianne LAMIRAL**

## Versez à notre souscription !

**Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.**

**Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.**

Merci d'adresser vos dons à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

par chèque libellé à l'ordre de :

**Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière.**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôt de 200 euros à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)  
membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Loive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 Télécopie : 01 48 10 86 26

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**LO l'hebdomadaire**  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

**LO multimédia**  
[www.audiovideo-lo.org](http://www.audiovideo-lo.org)

Nos passages à la télévision et à la radio, les vidéos des exposés du Cercle Léon Trotsky.

## LO audio

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

Pour les mal-voyants et pour tous ceux qui veulent une version parlée de nos publications : *Lutte Ouvrière*, *Lutte de Classe*, les brochures du Cercle Léon Trotsky.

## Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

**ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

## Ce qu'ils appellent « relance de l'économie », c'est relancer les bénéficiaires

L'affaire Madoff n'a pas fini de faire des vagues, surtout du côté des banques et des particuliers assez riches pour pouvoir perdre plusieurs centaines de millions d'euros. Madoff, c'est cet ex-président de la Bourse des États-Unis spécialisée dans les affaires de haute technologie. Il avait réussi à monter une gigantesque escroquerie en promettant des rendements aussi élevés que stables à ceux qui plaçaient leur argent chez lui. Il se contentait, en réalité, d'utiliser l'argent frais apporté par les dernières vagues de spéculateurs pour payer leurs intérêts aux vagues précédentes. Résultat : 50 milliards de dollars perdus, un record toutes catégories !

Autre originalité de l'affaire : les victimes ne sont pas seulement de petits boursicoteurs, mais de grandes banques, de grands fonds de placement, qui se sont fait avoir comme des bleus. Il faut croire que l'appât du gain rend aveugle.

Les grandes banques, entre autres Natixis et BNP Paribas en France, invoquent pour leur défense que ce ne sont pas elles mais des intermédiaires qui ont placé leur argent chez Madoff. Cette explication est destinée à rassurer leurs clients mais elle ne change rien au fait que, même en pleine tempête financière, ces banques comme de riches particuliers continuent à placer leur argent dans des opérations financières, et pas dans l'investissement productif susceptible de créer des emplois et de « relancer » l'économie.

Pourtant, tous les dirigeants de ce monde n'ont que le mot « relance » à la bouche. C'est au nom de la relance que la banque centrale américaine en est à prêter de l'argent aux banquiers au taux sans précédent entre 0 et 0,5 %, ce qui signifie qu'avec l'inflation, elle prête à perte. Les banques profitent de l'aubaine mais elles placent l'argent là où c'est rentable pour elles, pas là où c'est utile pour l'économie.

Pour compléter sa générosité vis-à-vis des banquiers, Bush vient d'offrir une subvention à General Motors et Chrysler, d'un montant de 13,4 milliards de dollars. L'argent offert à ces deux constructeurs l'a été en contrepartie d'une réduction de salaire de 20 à 40 %. Ce qu'ils appellent « aide à l'industrie de l'automobile » est une aide aux patrons de l'automobile, mais au détriment des travailleurs du secteur.

Sarkozy, de son côté, a récemment réuni les grands patrons de l'automobile pour leur parler d'un « nouveau plan de relance » dont le montant ne sera connu qu'en janvier. Qu'est-ce que ces sommes versées aux entreprises de

l'automobile changeront au sort des travailleurs ? Qu'est-ce qu'elles changeront pour les intérimaires déjà mis à la porte ? Et pour ceux dont le licenciement est déjà annoncé ? C'est ainsi que Valeo, en tant qu'équipementier automobile, compte bien profiter du « nouveau plan de relance ». En même temps, il annonce le licenciement de 1 600 de ses travailleurs en France, alors pourtant que l'entreprise est bénéficiaire et les dividendes en hausse.

Si la préoccupation du gouvernement était de relancer l'économie, et pas seulement de venir en aide aux patrons et aux banquiers, il y a bien des domaines où les besoins sont immenses. Avec l'argent semé aujourd'hui à tout vent, l'État pourrait financer des productions utiles, voire indispensables.

Il en est ainsi pour le logement. Les SDF morts de froid rappellent à quel point la promesse de Sarkozy était mensongère lorsqu'il s'était engagé à ce que, d'ici deux ans de présidence, plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir ! Mais il y a aussi tous ceux - et ils sont trois millions - qui vivent dans des logements insalubres ou dans des taudis infâmes.

Au mois de février 2008, la ministre du Logement avait promis des « maisons à 15 euros par jour », c'est-à-dire à 100 000 euros environ, remboursables en vingt ans. En cette fin décembre 2008, la ministre se pavane pour en avoir livré... deux !

Avec un tiers des 300 milliards d'euros de crédits promis aux banques, il serait possible de construire en trois ans les trois millions de logements populaires qui manquent dans ce pays. C'est-à-dire satisfaire un besoin vital tout en relançant l'économie.

Mais satisfaire ce besoin vital ne préoccupe pas le gouvernement. Sa seule préoccupation est de permettre au patronat et aux banquiers de traverser la tempête financière avec le moins de dégâts possible pour eux-mêmes et de continuer à verser des dividendes conséquents à leurs actionnaires. Jusqu'à ce que les salariés, les classes populaires, en aient assez de payer pour une crise dont ils ne sont en rien responsables !

### À la télévision

Notre camarade Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte Ouvrière, est invitée à la télévision :

Lundi 5 janvier,

à 18 h 30, au *Oui-Non* de Michel Field sur LCI

à 22 heures, avec Karl Zéro sur BFM TV

### • Éducation nationale

## Darcos recule, pas les lycéens !

« Je ne suis pas le ministre de l'hésitation nationale », affirmait-il y peu Darcos, jouant le bel esprit. Et en effet, c'est sans hésiter qu'il a jugé urgent... d'attendre pour appliquer sa réforme des lycées quand l'Élysée lui en a donné la consigne. Il y a visiblement de l'inquiétude en haut lieu, dans un contexte social où les couches populaires ont toutes les raisons d'être inquiètes et mécontentes. Visiblement, au gouvernement et à la présidence, on voudrait éviter qu'un mouvement lycéen s'emballe et risque de devenir un abcès de

fixation, voire le détonateur d'une crise sociale.

Mais ce premier recul, même si on ne peut que s'en féliciter, est aussi une ruse, assez grossière, qui n'a d'ailleurs pas trompé les manifestants lycéens. Sur le fond, la politique du gouvernement s'attaquant à l'Éducation nationale, aux jeunes et au personnel, reste pour l'instant inchangée. Il s'agit toujours, quelles que soient les prétendues réformes invoquées, de supprimer des dizaines de milliers de postes d'enseignants et de salariés contribuant au bon fonctionnement des établisse-

ments, à l'instruction et l'éducation des jeunes.

Les lycéens continuent de refuser la réforme des classes de seconde, en particulier le découpage de l'année en deux semestres, la réduction de certains enseignements qui ne seraient plus proposés qu'en option, et donc dans les lycées les mieux dotés seulement, et les réductions d'horaires que tout cela entraînerait. Mais ils s'opposent aussi à juste titre aux suppressions de postes d'enseignants, qui accroîtraient évidemment le nombre d'élèves dans les classes, dont les effec-

tifs, dépassant souvent les quarante élèves, sont déjà bien trop élevés pour qu'un enseignement vraiment correct puisse y être donné.

Concernant ces suppressions de postes, Darcos, semblant surpris que les lycéens s'en préoccupent et surtout s'y opposent, a cru subtil de préciser qu'elles épargneraient les lycées. Les classes surchargées peuvent bien être le lot des collèges et des écoles primaires, le ministre qui est censé faire fonctionner l'Éducation nationale s'en moque et croit que les lycéens mécontents en feront de

même... Mais cette réponse n'a pas ébranlé la détermination de ceux-ci, qui ont maintenu leurs manifestations du 18 décembre, à l'appel de leurs syndicats UNL et FIDL. Jusqu'au dernier jour de cours, des blocages et des manifestations ont eu lieu, comme pour signifier à Darcos et au gouvernement, qui veulent paraître-il « se donner plus de temps », qu'ils ont tout juste deux semaines pour revoir entièrement leur copie.

Viviane LAFONT

(voir en page suivante nos correspondances sur le mouvement lycéen)

## Les manifestations lycéennes d'une ville à l'autre

### Lyon

La mobilisation dans les écoles primaires s'est poursuivie dans les banlieues lyonnaises, comme à Vaulx-en-Velin avec des manifestations et des occupations d'écoles, et à Vénissieux où 250 parents et instituteurs sont venus assister au Conseil municipal, où leurs représentants ont pris la parole. Le gouvernement n'ayant rien cédé, ils sont bien décidés à reprendre le mouvement après les vacances.

Dans les lycées, le mouvement a réellement démarré lundi 15 décembre, où les lycéens, partis de deux établissements, l'ont étendu en faisant une tournée et en contactant d'autres par mail et SMS. Mardi 16, beaucoup de lycées étaient bloqués, malgré l'annonce du report de la réforme de Darcos : 600 lycéens ont fait une mani-

festation improvisée, les autres étant restés devant leur lycée.

Par contre, jeudi 18, près de 8 000 jeunes venus de toute l'agglomération, et même de lycées éloignés du département, sont allés manifester à Lyon. L'ambiance était un peu tendue, et la présence de la police pas du tout discrète. Cependant les incidents, dont la presse s'est fait largement l'écho, n'ont été le fait que d'une centaine de jeunes.

Vendredi 19 décembre, certains lycées étaient toujours bloqués, mais surtout nombre de lycéens parlaient de reprendre le mouvement à la rentrée si Darcos ne renonçait pas complètement aux suppressions de postes dans l'Éducation nationale.

Correspondant LO

### Marseille

Ils étaient près de 2 000 lycéens à défiler jeudi 18 décembre dans les rues de Marseille, ce qui montre une progression du mouvement depuis la manifestation de la semaine précédente, où le cortège avait rassemblé moitié moins de lycéens. Très dynamiques, ils n'étaient pas dupes des manœuvres du gouvernement : « Reporter n'est pas retirer » disait la banderole de tête. Les slogans demandaient des profs supplémentaires, une même éducation pour tous et le retrait définitif de la réforme du lycée.

Depuis deux semaines, de nombreux lycées de la région étaient fermés en permanence ou par intermittence, autant au centre-ville de Marseille que dans les quartiers de la périphérie nord ou les villes moyennes ou plus petites des Bouches-du-Rhône. Aucun lycée n'était à l'écart du mouvement, à des degrés divers de mobilisation,

avec le plus souvent des blocages pratiqués par les lycéens les plus mobilisés.

Dans plusieurs établissements, notamment au lycée Diderot, les lycéens ne se sont pas contentés de bloquer les entrées, ils ont laissé passer ceux qui voulaient aller en cours, mais ont cherché à les convaincre, avec un certain succès, de rejoindre activement le mouvement. Les lycéens commencent à s'organiser eux-mêmes, notamment pour limiter les débordements qu'ils estiment nuisibles, mais aussi pour rédiger des tracts, confectionner des banderoles et discuter de tous les aspects du mouvement.

Déterminés et de plus en plus conscients de leur force collective, les lycéens mobilisés sont décidés à imposer d'autres choix au gouvernement.

Correspondant LO

### Montpellier

Les mobilisations dans l'éducation s'intensifient à Montpellier. Depuis novembre, les lycéens ont patiemment imposé aux proviseurs des réunions d'information sur la réforme de la seconde, ayant nettement conscience que le projet est un recul par rapport à ce qui existe. Moins d'heures, moins d'options, modules semestriels qui s'emboîtent

mal, projet opaque basé sur des suppressions de postes. Puis, début décembre, les lycéens ont bloqué les entrées au petit matin, tenu des assemblées générales et sont partis en manifestations spontanées vers le centre-ville. Ainsi au lycée Clemenceau, ils ont pris l'habitude de bloquer l'avenue plusieurs fois par semaine.

Mercredi 10 décembre, les

lycéens ont rejoint les parents et les profs des écoles dans une manifestation dynamique regroupant les écoles des environs, après que la veille, le mardi 9 décembre, la « nuit des écoles » se fut déroulée avec succès dans une cinquantaine d'établissements de Montpellier.

Lundi 15 décembre, le réveillon des lycées était prévu sur le même modèle que celui du primaire, mais le rectorat ordonna la fermeture des bahuts dès 18 h, le syndicat des proviseurs arguant d'une « violence, même symbolique » dans la tenue de ces réunions ! L'annonce du report de la réforme par Darcos n'allait pas

empêcher, le soir, aux portes de quelques lycées, les professeurs les parents et les élèves de dénoncer le nouvel abus de pouvoir des proviseurs. Mardi 16 au matin, le nombre d'élèves mobilisés augmentait et commençait à toucher l'arrière-pays...

Jeudi 18 décembre, les interdictions de la police aux portes des établissements montaient d'un cran, tandis que certains élèves étaient exclus des internats des lycées.

Le mouvement lycéen, très spontané, soutenu par les parents, craint par la droite, harcelé par la police, semble ne faire que commencer.

Correspondant LO

### Douai

Jeudi 18 décembre, il y avait plus de 2 000 manifestants à Douai, dont au moins 500 lycéens, et c'était pour la ville une des plus importantes manifestations en nombre de participants, du niveau de celles de 1995. L'Union locale CGT l'avait préparée depuis trois semaines en distribuant plusieurs milliers de tracts dans tous les lieux publics, dans toutes les entreprises du Douaisis, mais aussi devant les lycées.

Seule la CFTC locale s'était jointe à l'appel. Tous les autres syndicats l'avaient boudé, y compris l'Union départementale CGT. En effet le torchon brûle entre l'UL de Douai et l'UD depuis déjà un an. Il y a même eu des actions en justice de l'UD contre l'UL et le climat s'est tellement envenimé que l'UD a même fait passer la consigne de ne pas aller à cette manifestation.

Celle-ci n'en a pas moins été une réussite. Les travailleurs de

l'automobile et de ses sous-traitants étaient présents en nombre, alors que leurs usines sont à l'arrêt. Quasiment tous les 400 travailleurs de Wagon Automotive, une usine actuellement en chômage technique et menacée de fermeture, sont venus avec leur banderole. Et tous venaient dire qu'ils ne voulaient pas faire les frais de la crise.

Quant aux lycéens en grève, ils étaient visiblement contents d'être là, certains au coude à coude avec leurs parents. Ils étaient même ravis de pouvoir compter sur le service d'ordre des métallurgistes pour s'assurer enfin une manifestation sans incident.

La preuve est donc faite qu'il est possible de manifester tous ensemble contre la politique gouvernementale et patronale, et c'est bien ce qu'il faudra faire et généraliser en 2009.

Correspondant LO



### Clermont-Ferrand

Le mouvement lycéen continue

Depuis début décembre, les lycéens clermontois et du Puy-de-Dôme sont fortement mobilisés contre la réforme Darcos et la suppression de milliers de postes dans l'enseignement.

Le 11, ils étaient plus de 3 000, selon la police, à crier : « Darcos t'es foutu, la jeunesse est dans la rue ». Le cortège était fleuri de banderoles : « Jeanne-d'Arc en grève », « Brugière en colère », etc.

En chantant et au pas de course à chaque manif – il faut dire que froid et neige incitent au mouvement – ils vont des places du centre-ville au rectorat, puis à la préfecture. Il arrive que les adultes qui les soutiennent : enseignants et parents d'élèves se retrouvent loin derrière, peu habitués à un tel rythme !

C'est avec les portables et par SMS qu'ils se donnent des nouvelles entre les établissements et entre les villes, de Cournon à Issoire, de Riom à Thiers. Plusieurs lycées ont été bloqués : à Sidoine-Apollinaire, la police a repoussé les jeunes et a dû enlever poubelles, palettes et barrières accumulées devant l'entrée. Le lycée Jeanne-d'Arc, dont les escaliers sont encombrés de tables et de chaises, a été fermé trois jours sur décision rectorale.

Les rares élèves qui ne participent pas au mouvement peuvent entrer, mais les enseignants présents n'assurent aucun cours. Les cantines et selfs n'assurent pas les repas.

Jeudi 18, après l'annonce par Darcos du report de sa réforme, les lycéens ont continué, comme partout ailleurs. Ils criaient : « On a gagné une bataille, pas la guerre. Non au report, oui à l'annulation ».

Ce jour-là, 1 500 jeunes ont encore défilé dans Clermont-Ferrand. Ils sont décidés à continuer pour obtenir le retrait complet de la réforme. Une autre journée est prévue vers la mi-janvier. Les lycéens espèrent aussi que les étudiants s'y joindront.

Correspondant LO

## • Sarkozy au Brésil

# Le père Noël des marchands de canons

**Lundi 22 décembre, Sarkozy s'est envolé pour le Brésil, entouré de son armada habituelle de ministres et de chefs d'entreprise, complétée par sa famille, avec Carla Bruni dans le rôle de dame patronesse en prime.**

Preuve de son aptitude au carnaval, Sarkozy devrait endosser trois costumes successifs. Le premier jour, c'est le Sarkozy président de l'Union européenne pour encore quelques jours qui devrait discuter, au nom de cette dernière, des problèmes climatiques et diplomatiques. Le deuxième jour, le Sarkozy représentant de commerce des marchands de canons français devrait signer la vente de cinquante hélicoptères lourds Eurocopter (dont l'actionnaire

principal est Lagardère), la construction de quatre sous-marins Scorpene (fabriqués par DCNS, donc Thales, donc Dassault) et essayer, une fois de plus, de caser quelques avions Rafale du groupe Dassault. Le montant total des ventes déjà réalisées serait de trois milliards de dollars, un joli Noël pour les industriels de l'armement.

Enfin, le troisième jour, le Sarkozy people devrait partir passer les fêtes de fin d'année avec quelques amis dans sa belle-famille qui se trouve vivre au Brésil.

Carla Bruni, de son côté, visitera un hôpital pour pauvres, assistera à un défilé de mode pour pauvres également et, clou de sa tournée, elle soutiendra une ONG qui se donne pour mission de sortir de la

misère les enfants des favelas, les bidonvilles brésiliens. Un programme qui demanderait plus qu'une visite de la « première dame française ».

Car le Brésil, même s'il est qualifié de puissance économique montante et même s'il achète des armements, reste un pays où l'on souffre de la faim. Au point que le gouvernement a mis en place depuis plusieurs années un plan « faim zéro » qui concerne 30 % de la population... et qui reste sans effet.

Les sourires de Carla Bruni ne suffiront sûrement pas à remplir les ventres vides. Alors, les hélicoptères de combat fournis par Sarkozy serviront-ils un jour à mater des émeutes de la faim ?

Paul GALOIS

## • Plan de relance

# Qui dit mieux ?

Le 4 décembre Sarkozy avait présenté à Douai un plan de relance dont Christine Lagarde, la ministre de l'Économie, avait annoncé qu'elle en attendait la création de « 80 000 à 100 000 emplois » en 2009. Mais vendredi 19 décembre, le tout nouveau ministre de la « Relance de l'économie », Patrick Devedjian, expliquait au micro d'Europe 1 que ce plan, d'un montant de 26 milliards d'euros, allait créer... 150 000 emplois en 2009. Quant à Claude Guéant, très proche de Sarkozy, il avançait le même jour le chiffre de... 100 000 emplois. Ils n'en savent bien sûr pas plus les uns que les autres, tout ministres qu'ils soient et soi-disant responsables. Mais cela n'empêche pas de parler.

C'est d'ailleurs la même cacophonie en ce qui concerne un éventuel deuxième plan de relance. Lagarde ne l'exclut pas

pour le début 2009, expliquant, avec la finesse qui la caractérise, que « s'il faut faire plus que la plan de relance de 26 milliards, il faudra faire plus ». Mais Luc Chatel, porte-parole du gouvernement, a exclu cette hypothèse, en expliquant que « si on préparait aujourd'hui un plan B, cela voudrait dire qu'on ne croit pas vraiment à la mise en œuvre de ce plan-là ». Il faudrait peut-être qu'ils se parlent ?

Tout cela serait risible, si la vie et le travail de millions de personnes n'étaient pas en jeu. Car pendant que les ministres pérorant, chaque semaine la liste des entreprises qui licencient s'allonge. Le 18 décembre Valeo, n°2 des équipementiers automobiles en France, a annoncé la suppression de 5 000 emplois, dont 1 600 en France. Cela vient après l'annonce par Faurecia, le leader du secteur, de la suppression de 1 215 emplois en

France, dont 700 en 2009, sans oublier les milliers d'intérimaires licenciés et les semaines de chômage partiel imposées par les patrons dans l'automobile et ailleurs. La crise a bon dos, car toutes ces entreprises continuent à faire, dans le même temps, des bénéfices confortables.

Les ministres veulent nous faire croire à 100 000 ou même 150 000 emplois nouveaux en 2009, mais eux-mêmes savent fort bien que ce plan ne relancera rien, ou pas grand-chose, sinon peut-être les profits du patronat qui encaissera les aides prévues. Et pendant ce temps-là, le chiffre officiel du chômage – dont on sait bien qu'il est sous-évalué – vient de repasser au-dessus de deux millions. Et ce ne sont pas les « promesses » d'un Devedjian, d'une Lagarde ou d'un Sarkozy qui y changeront quoi que ce soit.

Cédric DUVAL

# — Qui contrôle ces contrôleurs ? —

Jean-Pierre Jouyet, qui vient de passer du secrétariat d'État aux Affaires européennes à la direction de l'AMF, l'Autorité des marchés financiers, a été interrogé sur l'affaire Madoff et ses possibles répercussions en France.

Il a répondu que l'AMF ne savait pas combien de place-

ments Madoff circulaient en France, peut-être pour 500 millions d'euros ; il ne sait ni qui les a émis, ni qui les détient, ni à quel point ils sont dispersés par le biais des panachages de titres et des échanges entre banques et institutions financières. Bref, l'autorité de régulation des marchés ne sait rien, ne voit rien

et donc ne « régule » rien.

Tout cela n'empêche pas Jouyet de déclarer qu'un tel scandale ne peut pas se produire en France, car justement il existe un contrôle...

Où donc ?

P. G.

## • Plan Climat

# Beaucoup de bruit pour pas grand-chose

**Tandis qu'à la mi-décembre la conférence sur le climat à Poznan en Pologne débouchait sur un échec, les dirigeants de l'Europe des 27, avec Sarkozy en tête, se félicitaient de l'adoption d'un plan énergie-climat, instaurant des règles paraît-il contraignantes.**

Sarkozy a donc pu se targuer d'une dernière réussite avant de laisser à d'autres les rênes de l'Union européenne, en prétendant « qu'il n'existe pas un continent au monde qui se soit doté de règles aussi contraignantes ».

Ce plan européen prétend d'ici 2020 réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre, utiliser 20 % d'énergies renouvelables et réaliser 20 % d'économies d'énergie. Mais pour parvenir à un accord il a fallu en rabattre sérieusement sur les moyens.

Ainsi les fameux permis de polluer qui devaient être vendus aux enchères, pour permettre de financer des projets de technologie verte, seront pour bon nombre d'entre eux distribués gratuitement, sous prétexte de ne pas nuire à leur compétitivité. Au total, c'est près de 90 % des entreprises qui pourraient ainsi se voir exemptées de toute taxe ou contrainte écologique pour les huit années à venir. Ce qui représente un cadeau d'un montant total de 20 milliards d'euros sur les quelque 50 milliards d'euros que devait rapporter l'opération. Ce que des ONG ont pu commenter en disant qu'au total le plan offrait « trop d'exemptions à

*trop d'industries dans trop de pays ».*

Et ce sans compter que les fameux permis de polluer, déjà utilisés entre 2005 et 2007 et censés réduire les émissions de gaz à effet de serre, n'ont été d'aucune efficacité.

Ainsi, seize ans après le protocole de Kyoto que les États-Unis – qui contribuent à eux seuls à plus du quart de la pollution planétaire – n'ont toujours pas ratifié, rien n'a vraiment changé.

Il y a bien eu entre-temps de multiples conférences sur l'évolution du climat, mais rien, sauf quelques vagues appels aux industriels à l'auto-discipline. Et pendant ce temps, des rapports tendent à montrer que le réchauffement climatique s'est aggravé, sans qu'aucune contrainte réelle ne soit imposée aux industriels : ni pour leur faire payer pour la pollution qu'ils provoquent, ni pour les obliger à investir les milliards qu'ils accumulent dans des industries moins polluantes.

« Après nous le déluge », disait Louis XV. Cela risque de se révéler encore plus pertinent pour les classes dominantes d'aujourd'hui.

David MARCIL



Raffinerie de Feyzin, près de Lyon.

• Grèce

## La mobilisation continue

Les manifestations se sont poursuivies en Grèce la semaine dernière. Jeudi 18 décembre, une manifestation de 7 000 à 10 000 personnes s'est déroulée à Athènes. Une des banderoles proclamait : « À bas le gouvernement du sang, de la pauvreté et des privatisations ». D'autres manifestations ont eu lieu à Thessalonique, la deuxième ville du pays, mais aussi dans d'autres villes de province comme Patras et Lamia. L'agitation a continué parmi les étudiants et les lycéens occupant leurs facultés et plusieurs centaines de lycées.

Un incident a augmenté l'exaspération des jeunes : un lycéen, membre des Jeunesses Communistes et fils d'un syndicaliste connu, a été légèrement blessé le mercredi 17, à la fin d'une manifestation, par une balle tirée par une personne non identifiée, à un endroit où le gouvernement a démenti toute présence policière. Par ailleurs, les experts ont confirmé que, le 6 décembre, le policier avait bien visé le jeune Alexis Grigoriopoulos et non pas tiré en l'air une balle qui aurait malencontreusement ricoché, comme une rumeur essayait – toutefois sans succès – de le faire croire.

Les jeunes ne sont pas les seuls mobilisés : le même jeudi 18 décembre, les contrôleurs aériens ont fait une grève de trois heures entraînant l'annula-

tion des vols non urgents. Ils protestaient contre la politique du gouvernement et réclamaient des augmentations de salaire. Les médecins, les enseignants, le personnel des transports et celui des hôpitaux ont aussi mené des actions. La veille, à Patras, les chauffeurs routiers bloquaient le port, et en Grèce du Nord les agriculteurs et les éleveurs bloquaient les routes pour réclamer des aides au gouvernement.

Les mouvements sont multiples et dispersés puisque le 18 décembre, rien qu'à Athènes, on comptait quatre rassemblements différents. Malgré cet éparpillement, l'agitation n'a pas cessé.

Dans la nuit du dimanche 21 décembre, le gouvernement a fait adopter un budget de



Affrontements avec la police à Athènes le 18 décembre.

réduction des investissements publics et d'augmentation des impôts, présenté par la presse comme inapplicable. Le président de l'Association des industriels de Grèce (le SEV, équivalent du Medef) a déclaré, visiblement inquiet : « Nous ne pouvons pas ignorer le message retentissant envoyé par les jeunes, ni l'étouffer dans les gaz lacrymogènes » et il a proposé une coopération entre la Nouvelle Démoc-

ratie, la droite au pouvoir, et le Parti Socialiste, le Pasok, pour promouvoir les réformes sur lesquelles ils s'accordent. Très mécontent de ce qu'il considère comme un lâchage, le Premier ministre a fait savoir par son porte-parole : « La Grèce a un gouvernement. Le gouvernement actuel est fort et à la hauteur de sa mission », une déclaration qui est par elle-même un aveu de faiblesse.

Les jours de l'équipe du Premier ministre, Constantin Caramanlis, sont peut-être comptés mais le recours à un autre gouvernement de droite, ou de gauche, ou à une coalition gauche-droite, ne suffira peut-être pas à faire accepter aux travailleurs, aux jeunes, de payer les conséquences de la crise.

Sylvie MARÉCHAL

• Rwanda

## Des militaires condamnés... mais leurs complices français courent toujours

**Le colonel Théoneste Bagosora, présenté comme le cerveau du massacre des Tutsis par les Hutus en 1994, au Rwanda, vient d'être condamné à perpétuité par le tribunal pénal international pour le Rwanda pour « génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité ». Avec lui, deux autres officiers ont été condamnés pour leur participation à ces tueries de masses.**

Ce tribunal a été mis en place par l'ONU en 1997, à Arusha en Tanzanie, afin de juger les responsables des massacres de Tutsis commis au Rwanda entre avril et juin 1994. Lors du procès, il n'a cependant jamais été question de juger le rôle des militaires et des hommes politiques français, au pouvoir au moment des faits, qui ont armé et soutenu les responsables des massacres.

À l'époque, Théoneste Bagosora était devenu le chef militaire des forces armées rwandaises, après l'assassinat du président rwandais Juvenal Habyarimana dont l'avion avait été abattu le 6 avril 1994. Cet événement avait été l'élément déclencheur des massacres de masse, planifiés depuis de long mois, à l'échelle du pays. Bagosora fut l'un des

principaux artisans de ces tueries qui firent 800 000 morts parmi les Tutsis et les Hutus modérés, exterminés par les miliciens extrémistes Hutus, aidés par les forces armées rwandaises.

### Un tueur formé à l'École de guerre française

Qu'un assassin de cette envergure soit enfin condamné ne peut qu'être accueilli avec soulagement par les survivants qui ont échappé aux tueries perpétrées au Rwanda ! Car Bagosora a été arrêté au Cameroun en 1996, et depuis il attendait d'être jugé. Ancien élève de l'École de guerre en France, il a été formé par les militaires français, au plus haut niveau de la hiérarchie. Fort de l'appui de ses « frères d'armes », Bagosora a pu s'enfuir

du Rwanda après la défaite du camp génocidaire, grâce aux militaires français de l'opération Turquoise, qui en juin 1994 l'ont mis à l'abri au Zaïre voisin, l'actuel Congo-Kinshasa. Il n'a pas été le seul des massacreurs à avoir bénéficié de la protection française à l'époque, comme le souligne un rapport de l'ONG Human Rights Watch (HRW), daté de 1995.

Commentant ce verdict, Paul Quilès, l'ancien président de la Mission d'information parlementaire sur le Rwanda pilotée par le gouvernement français, a expliqué sur les ondes de France Inter, vendredi 19 décembre, que la France avait certes commis des « erreurs » au Rwanda en 1994, mais que l'on ne pouvait à aucun moment la taxer de « complicité » dans le génocide des Tutsis. De Quilès à Balladur (qui soutient que « la France n'a pas à rougir de son action au Rwanda »), en passant par Villepin (qui parle en substance de double génocide, pour mieux brouiller les responsabilités de la

France), tous ces hommes politiques, bons serviteurs des intérêts de la bourgeoisie française, nient avec cynisme la réalité des faits. Rappelons qu'à l'époque François Mitterrand était président de la République et cohabitait avec Edouard Balladur, Premier ministre de droite. De gauche ou de droite, tous étaient solidaires de la même politique dans ce qu'elle a de plus odieux et indéfendable.

Mais les écrans de fumée pour masquer la réalité et les mensonges d'État ne changent rien à l'affaire : le gouvernement français a soutenu le régime responsable des massacres.

Selon la Commission d'enquête citoyenne, « les troupes spéciales françaises (...) ont formé de 1991 à 1994 dans plusieurs camps d'entraînement des milliers d'hommes qui, pour beaucoup, allaient devenir les encadreurs du génocide ; la France admet avoir formé les commandos de la Garde présidentielle et les troupes d'élite de l'armée rwandaise ».

De nombreux témoignages

de survivants, de multiples enquêtes d'ONG ont aujourd'hui, quinze ans après les faits, démontré de façon incontestable l'implication du gouvernement français dans le soutien à la dictature rwandaise : militaire (encadrement, entraînement des soldats rwandais), politique (d'abord la dictature d'Habyarimana puis, après sa mort, le gouvernement intérimaire rwandais GIR qui a déclenché les tueries) et financier (livraisons d'armes y compris pendant les massacres par l'intermédiaire des banques françaises).

Le gouvernement français a donc bien le sang des Tutsis du Rwanda sur les mains. Outre les exécuteurs des basses œuvres qui viennent d'être jugés par le TPIR à Arusha, il manque toujours sur les bancs des accusés les principaux complices des tueurs : l'état-major militaire et les hommes politiques français qui étaient au pouvoir à l'époque.

René CYRILLE

## • Gaza et Cisjordanie

# La violence permanente faite aux Palestiniens

**La trêve, toute relative d'ailleurs, qui à Gaza se maintenait depuis six mois entre le Hamas et l'État israélien, a pris fin le 19 décembre.**

Si durant cette période les affrontements ont été moindres, il n'en ont pas moins été meurtriers, comme ce raid israélien du 4 novembre dernier qui a tué six militants du Hamas. Un diplomate occidental en poste à Jérusalem avait estimé en la circonstance : « *Comme les fois précédentes, c'est Israël qui est à l'origine de la rupture de la trêve.* » Et comme tous les représentants des pays occidentaux, il a finalement conclu en s'en prenant au Hamas, affirmant que « *les militants du Hamas n'ont pas assez d'intelligence politique pour ne pas répliquer, ce qui fait qu'on ne retient que les tirs de roquettes Quassam contre la population israélienne.* »

Ce serait donc aux victimes d'accepter, tandis que les gouvernants israéliens se moquent éperdument des droits des Palestiniens. Pour eux, une trêve n'est jamais synonyme de pause dans la politique de colonisation, d'expropriations et de violences mise en œuvre depuis plus de

soixante ans.

Durant le seul mois de décembre, la ville de Naplouse et une grande partie de la Cisjordanie ont été bouclées. Il y a eu des pogroms contre les Palestiniens à Hébron, où treize d'entre eux ont été blessés par des colons. L'armée est intervenue pour instaurer bouclages et couvre-feu à l'encontre... des Palestiniens.

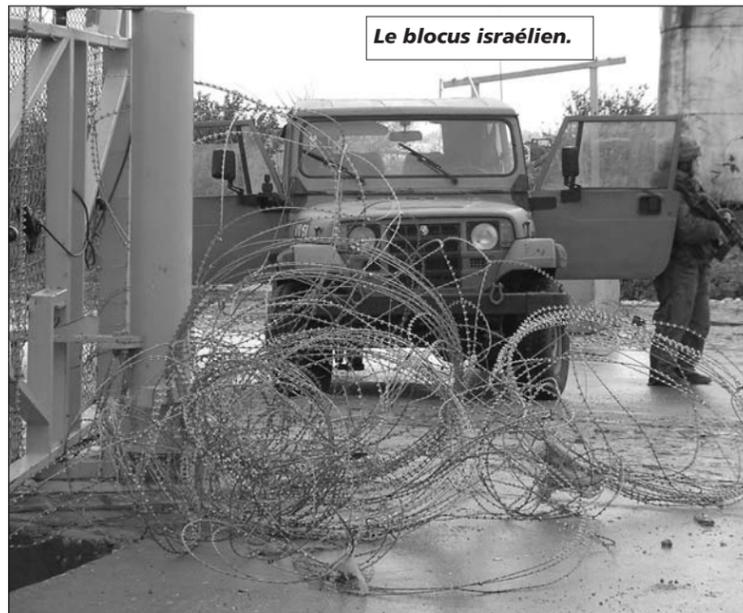
Le 15 décembre, le rapporteur spécial de l'ONU pour les territoires palestiniens a été refoulé. Par ce geste, les autorités israéliennes ont sûrement voulu montrer leur mécontentement après la récente publication de statistiques selon lesquelles 65 % des routes conduisant aux dix-huit agglomérations palestiniennes les plus peuplées de Cisjordanie sont bloquées ou contrôlées par des barrages militaires. L'ONU a aussi fait état de plus de 600 barrages routiers restreignant la liberté de circulation, avec les drames que cela occa-

sionne dans le domaine de la santé ou de l'alimentation.

Et puis il y a Gaza, ce territoire peuplé d'un million et demi de personnes, complètement coupé du monde où sévit la malnutrition, voire maintenant la famine. Aucun navire ne peut y accoster sans autorisation israélienne. Aucun camion ne peut y pénétrer. N'est-ce pas là une violence tout aussi terrible ou meurtrière ?

Aux dires d'une enquête publiée par des militants des droits de l'homme palestiniens, soixante-huit enfants ont été tués à Gaza par actes violents entre juin 2007 et juin 2008. Mais combien d'enfants, ou d'adultes, sont morts à cause d'un manque de nourriture ou après avoir bu une eau non dépolluée ?

Jeudi 18 décembre, un ex-Premier ministre israélien, Netanyahu, que les sondages donnent gagnant dans le cadre des prochaines élections législatives, a eu un entretien avec Sarkozy à Paris. Après avoir évacué d'un revers de main les problèmes principaux que sont le futur sta-



tut de Jérusalem et l'avenir des réfugiés palestiniens, Netanyahu a eu le culot de proposer ce qui serait selon lui une autre approche devant mener à la paix : elle consisterait à parvenir à un « *développement rapide de l'économie et de la sécurité des Palestiniens (...)* ; cela créerait un climat favorable à un succès des négociations politiques et d'une

*solution définitive* », a-t-il osé ajouter.

De la part de ceux qui sont responsables de la destruction de l'économie des Palestiniens et qui se moquent éperdument de leur sécurité, c'est ajouter l'hypocrisie à l'odieux, avec de toute évidence la complicité des gouvernants occidentaux.

**Georges LATTIER**

## • Belgique

# La crise a atteint Leterme

**Le gouvernement belge, qui avait eu beaucoup de difficultés à se mettre en place, a démissionné. Le Premier ministre, Yves Leterme, est accusé par le président de la Cour de cassation d'avoir cherché à empêcher la Cour d'appel de Bruxelles de se prononcer sur le plan de sauvetage qui a décidé la vente de la moitié belge de Fortis à BNP Paribas.**

C'est une association de « petits » actionnaires qui a porté plainte, n'ayant pas été consultés lors de cette opération de sauvetage de la plus grande banque de Belgique, et dénonçant le fait qu'une des trois juges de la Cour d'appel, qui a refusé de signer le jugement en faveur des petits actionnaires, est la femme d'un membre du CD&V (Parti chrétien-démocrate flamand) proche d'Yves Leterme. Les adversaires de Leterme et les commentateurs de la presse dénoncent une grave entorse à la séparation des pouvoirs entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire !

### Quelle séparation des pouvoirs ?

Cette séparation des pouvoirs qui serait un des fondements de la démocratie est une vaste fumisterie. L'histoire est émaillée, en Belgique comme dans tous les pays dit démocratiques, d'affaires où le gouvernement pèse directement sur la jus-

tice pour défendre les intérêts des plus riches contre la population et en particulier le monde ouvrier. L'ancêtre de Fortis la Société Générale de Belgique portait d'ailleurs le surnom de 4<sup>e</sup> pouvoir et son siège est situé très près de celui du gouvernement et du Palais Royal

Fortis, qui était la première banque en Belgique, s'est trouvée en très mauvaise posture quand la crise financière a atteint l'Europe suite à la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008. Fortis venait tout juste de racheter la banque hollandaise ABN Amro, rachat pour lequel elle avait dû emprunter fortement. En plus, elle détenait un important portefeuille d'actions pourries. Elle fut la première victime européenne des spéculations à la baisse des milieux financiers. La faillite de cette banque pouvait conduire à un effet de dominos et à un chaos financier en Belgique et dans toute l'Europe. En catastrophe, le

gouvernement belge injecta donc 4,5 milliard d'euros pour sauver Fortis de la faillite, de concert avec les gouvernements du Luxembourg et des Pays-Bas. Puis, quand l'État hollandais changea son fusil d'épaule une semaine plus tard en décidant de nationaliser une partie de la branche hollandaise de Fortis, le gouvernement belge négocia en urgence la vente des branches banque et assurances à BNP Paribas, bien en dessous de leur valeur du moment d'après de nombreux commentateurs financiers.

Dans cette opération précipitée, les actionnaires minoritaires ne furent pas consultés. Au-delà du respect des procédures par le Conseil d'administration de la banque – procédures qui ne furent respectées dans aucun pays dans les multiples plans dits de sauvetage des banques – le montant de la transaction est le point crucial que contestent les actionnaires minoritaires. Ils peuvent espérer que leurs actions en justice fassent monter le prix de cession de Fortis à la BNP, cela limiterait leurs pertes dans cette débâcle financière.

Cette crise intervient pour

Yves Leterme à un moment où il est déjà affaibli par 18 mois de crises communautaires. De plus, en Flandre, nombreux sont les petits actionnaires de Fortis. Alors dans la concurrence exacerbée des différents partis politiques flamands, à quelques mois d'élections déterminantes en juin, tous ses adversaires, notamment les libéraux et les partis nationalistes flamands de droite et d'extrême droite qui ont le vent en poupe, peuvent espérer faire chuter Leterme et son Parti chrétien-démocrate. Ces mêmes partis s'emploient à faire revenir

le problème communautaire au galop. Selon eux, « *Leterme semble oublier qu'il a été élu par 800 000 Flamands et non par 8 000 000 de Français.* »

Cette affaire politico-judiciaire n'a qu'un lointain rapport avec les problèmes de la classe ouvrière, qui est la première victime de la crise capitaliste avec la multiplication des licenciements et des attaques contre les salaires. Il faut espérer que par ses luttes elle ramène les vrais problèmes de la majorité de la population sur le devant de la scène.

**Claude THIÉRAM**

Au sommaire de

**LUTTE DE CLASSE n° 117** (décembre 2008)

Textes du 38<sup>e</sup> congrès de Lutte Ouvrière

- Face à la crise de l'économie capitaliste
- Relations internationales
- Situation intérieure
- Le projet du « NPA » et nous
- Les élections municipales, bilan et perspectives



Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,55 euro

## • Allemagne, décembre 1918

# La fondation du Parti Communiste Allemand

**À Berlin, le 29 décembre 1918, une centaine de délégués se réunissaient en congrès pour fonder le KPD, le Parti Communiste d'une Allemagne où quatre années de carnage avaient fini par dresser la majorité du peuple, sous l'uniforme ou non, contre l'Empire, ses généraux, ses hobereaux et tous les profiteurs de guerre.**

Depuis le début novembre 1918, les conseils d'ouvriers et de soldats s'étaient multipliés dans les villes grandes et petites ; grèves, assemblées, manifestations se succédaient. Chaque journée apportait aux travailleurs et aux militants son lot de combats, mais il leur manquait une direction reconnue, un parti tel que celui qui, un an auparavant, avait conduit les prolétaires russes à la victoire.

Après que l'été 1918 avait réduit à néant les derniers espoirs de l'état-major allemand, la défaite militaire inévitable s'était transformée en déroute. Epuisés, meurtris, les régiments s'étaient révoltés contre l'inutilité de cette boucherie, contre leurs officiers, contre l'état-major ressenti comme incapable, contre les notables de l'arrière. Soldats et marins s'étaient regroupés en comités, en « conseils », rejoints par les ouvriers des chantiers navals et des ports, puis par ceux des usines, où des grèves avaient éclaté dès l'été. Les conseils s'étaient, début novembre, répandus dans toute l'Allemagne. Devant le déferlement de la révolution, la bourgeoisie, le haut commandement militaire, durent prendre des mesures d'urgence. Le 10 novembre, l'empereur dut abdiquer et le 11 novembre l'état-major conclut l'armistice avec la France et les autres États de l'Entente.

### La social-démocratie au secours de la bourgeoisie

La guerre était terminée, mais la bourgeoisie devait maintenant faire face, sur le front intérieur, à des masses populaires en révolte. Les éléments les plus conscients des classes possédantes allaient placer leurs espoirs dans les dirigeants de la social-démocratie. « J'ai proposé à Hindenburg que le haut commandement s'allie aux socialistes majoritaires, puisqu'il n'y avait pas alors d'autre parti qui eût assez d'influence sur les masses pour rétablir un pouvoir gouvernemental avec l'aide de l'armée », allait expliquer plus tard le général Groener, chef du Haut état-major.

Le SPD, le Parti social-démocrate d'Allemagne, s'était

déjà clairement rangé, en août 1914, aux côtés de la bourgeoisie, soutenant l'effort de guerre et rejoignant l'union sacrée, comme presque tous les autres partis socialistes d'Europe.

Le président du SPD, Frie-



Spartakistes en armes dans le quartier de la presse à Berlin, en décembre 1918.

drich Ebert, fut donc nommé chancelier... la veille même de l'abdication du Kaiser. La république fut proclamée. Un gouvernement baptisé « Conseil des commissaires du peuple » fut formé, comprenant, avec Ebert, deux autres ministres « commissaires » du SPD, Scheidemann et Landsberg, et trois de l'USPD, le parti des « Indépendants », une scission du Parti social-démocrate.

La dénomination voulait rappeler la révolution russe, mais ce Conseil ne toucha en rien aux organes de l'État, à la haute administration. Au contraire, il s'employa à restaurer une force armée capable de s'opposer aux grévistes et aux manifestants. Le général Groener était en liaison permanente avec Ebert par une ligne téléphonique secrète, assurant celui-ci de son soutien vigilant. Mais il désespérait encore de pouvoir compter sur des unités non contaminées ou sur des troupes de retour du front. Epuisés, désorientés, plus que jamais hostiles à la guerre et à ceux qui la leur avaient imposée, les soldats ralliaient plutôt, bien souvent, les rangs de la révolution.

La vague révolutionnaire enflait toujours. Des grèves

éclatèrent fin novembre dans les mines de Haute-Silésie, puis dans la Ruhr, se heurtant à l'hostilité du gouvernement des « commissaires ». L'inquiétude de la bourgeoisie grandissait.

Le gouvernement Ebert, de son côté, se sentait obligé d'avancer quelques promesses : libertés publiques, journée de huit heures, lois sociales... Mais il était surtout évident qu'il cherchait à gagner du temps face à la révolution, pour rétablir une autorité d'État qui lui

permette d'y faire face.

Cependant, dans cette confusion des pouvoirs, tous, amis comme ennemis de la classe ouvrière, continuaient à se réclamer de la bannière socialiste. Il fallait qu'un drapeau soit levé haut et clair, susceptible d'orienter les ouvriers, les chômeurs, les soldats, tous les artisans d'une révolution en marche, et de les aider à distinguer entre ceux qui étaient à leur côté et ceux qui les avaient trahis, et se disposaient à les trahir encore.

### De Spartakus au KPD

Il existait depuis bien longtemps une fraction révolutionnaire dans la social-démocratie. Ses pires craintes avaient été confirmées lorsque, le 4 août 1914, les députés du SPD avaient voté les crédits de guerre au nom de l'union sacrée avec la bourgeoisie. Aussitôt, autour de Karl Liebknecht, de Rosa Luxemburg, de Franz Mehring, de Leo Jogiches et de Klara Zetkin, des socialistes révolutionnaires avaient milité contre l'évidente trahison des chefs sociaux-démocrates. Isolés, conspués, sans plus d'accès à la presse du parti, ils s'étaient trouvés également en butte à la

répression du pouvoir.

Devenus en 1916 le Groupe Spartakus – du nom de cet esclave révolté qui avait fait trembler Rome –, ils éditèrent leur propre presse, *les Lettres de Spartacus*. Ils avaient rejoint au printemps 1917 le Parti social-démocrate indépendant (USPD), formé par les parlementaires exclus parce qu'ils n'avaient pas voté de nouveaux crédits de guerre. Les désaccords des dirigeants spartakistes étaient cependant nombreux

### Fin décembre 1918, la fondation du KPD

À la conférence des spartakistes, réunie le 29 décembre 1918, les cent délégués décidèrent presque unanimement de fonder un parti communiste, à l'image de celui des révolutionnaires russes, qui organiserait les prochains combats des prolétaires allemands, le KPD (S), le Parti Communiste d'Allemagne (Ligue Spartakiste).

Le programme proposé était un texte de Rosa Luxemburg publié le 14 décembre précédent, dans la *Rote Fahne* (le Drapeau Rouge), le quotidien spartakiste, sous le titre *Que veut la Ligue Spartakiste*. On pouvait y lire : « Le 9 novembre, le prolétariat allemand s'est dressé pour se débarrasser du joug honteux qui l'accablait. Les Hohenzollern furent chassés, des conseils d'ouvriers et de soldats, élus.

Mais les Hohenzollern n'ont jamais été que les gérants de la bourgeoisie impérialiste et des junkers. La bourgeoisie et sa domination de classe, tel est le véritable responsable de la guerre mondiale en Allemagne aussi bien qu'en France, en Russie comme en Angleterre, en Europe comme en Amérique. Ce sont les capitalistes de tous les pays qui ont donné le signal du massacre des peuples. [...]

La guerre mondiale a placé la société devant l'alternative suivante : ou bien maintien du capitalisme, avec de nouvelles guerres et un rapide effondrement dans le chaos et l'anarchie, ou bien abolition de l'exploitation capitaliste. »

Pour y parvenir, il fallait un parti qui regrouperait, à travers ce pays encore peu centralisé, les militants ouvriers les plus déterminés, ceux qui s'étaient, dans les grèves, portés à la tête de leurs camarades, ceux qui ressentaient clairement la trahison des chefs sociaux-démocrates comme ceux qui l'entrevoient seulement mais voulaient la victoire de la révolution sociale.

Ce parti, l'alliance de l'état-major et de la social-démocratie allait s'employer à le décapiter avant qu'il n'arrive à gagner la confiance des masses

Deux semaines plus tard, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg seraient assassinés par des forces de répression du gouvernement « socialiste ».

Viviane LAFONT

## • « Affaire » de Tarnac

### Le gouvernement achève de se ridiculiser

Le refus de mise en liberté de Julien Coupat et de sa compagne, alors que le juge de la liberté et de la détention avait ordonné leur libération après demande de leurs avocats, n'est que le dernier en date des actes arbitraires multipliés par le gouvernement comme pour mieux se ridiculiser dans l'affaire des prétendus « terroristes » de Tarnac.

On se souvient du 11 novembre dernier quand 150 policiers cagoulés prenaient d'assaut ce petit village. Dix jeunes gens étaient placés en gardés à vue, soupçonnés d'être à l'origine de sabotage survenu sur des lignes TGV.

Immédiatement, la ministre de l'Intérieur se félicitait du « travail de renseignements effectué à ma demande depuis plusieurs mois par la Direction centrale du renseignement intérieur ». Dès le lendemain, des journaux titraient sur « l'arrestation éclair du commando anti-TGV ». Les perquisitions n'étaient pas terminées mais, déjà, les jeunes gens étaient désignés comme les coupables. Et le 14 novembre, neuf d'entre eux étaient mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » et « dégradations en réunion » et cinq placés en détention provisoire. Quant à Julien Coupat et sa compagne, ils écopaient d'une mise en examen pour « direction d'une association de malfaiteurs terroristes ».

C'est que, depuis des mois, ces jeunes gens étaient étroite-

ment surveillés. Pensez donc, certains auraient été vus dans des manifestations, y compris à l'étranger ! Alors, la police avait placé des balises sous leurs voitures. Sauf que, pas de chance nous dit-on, les balises se seraient tues, juste au moment où les actes de sabotage ont été commis... Et puis, on nous dit aussi qu'on aurait retrouvé à leur domicile des ouvrages contestataires, des tracts et même, comble de la subversion, des pinces et des coupe-boulons et du matériel d'alpinisme...

Au fur et à mesure que les jours passent, les « preuves » se dégonflent ! Sans compter que, même s'ils avaient posé des crochets sur les caténaires – ce qui est bien loin d'être prouvé –, on pourrait les accuser d'actes imbéciles pouvant provoquer l'arrêt de la circulation des trains, mais pas de « terrorisme » ! C'est plus qu'un abus de langage pour qualifier des hommes et des femmes au prétexte que leurs idées, leurs lectures et leur mode de vie n'ont pas l'heur de plaire aux tenants du pouvoir.

Sophie GARGAN

## • Sans-papiers de Griallet – Montreuil (Seine-Saint-Denis)

### La lutte paie !

À Montreuil, en Seine-Saint-Denis, les travailleurs de l'entreprise Griallet ont enfin obtenu gain de cause, après sept mois de lutte. Plus de 300 personnes sont venues fêter leur victoire avec eux samedi 20 décembre.

Ils ont obtenu une première régularisation de trois mois renouvelable auprès de la Préfecture de Bobigny avec le droit de travailler, la reconnaissance de leur empoisonnement au plomb et à l'amiante, et le paiement des arriérés de salaires. Pour les sept mois d'arriérés de salaires, c'est le fond de solidarité géré par l'Assedic qui doit les leur verser au plus tôt.

Mais pour obtenir gain de cause, les 21 salariés, dont 19 sans-papiers, ont dû faire preuve de beaucoup d'obstination et de détermination durant ces sept mois. Le 20 mai, leur patron a déjà voulu licencier les 19 sans-papiers sans indemnité ni aucun droit. Ils ont alors décidé d'occuper le siège de l'entreprise et de faire intervenir la CGT. Leur patron, sans scrupules, a tout essayé pour les



contrer avec même l'envoi de ses chiens ! Il a aussi porté plainte pour faire cesser l'occupation. Et du coup depuis fin août, les travailleurs ont campé en face de l'entreprise, dans la rue, jusqu'à l'annonce de leur régularisation mercredi 17 décembre.

Heureusement que les travailleurs se sont montrés plus obstinés. Au cours de leur fête samedi soir, ils ont rappelé le soutien reçu tout au long du conflit, d'abord des voisins qui ont fourni l'électricité et l'aide matérielle, sans compter l'aide morale quotidienne de l'ensemble de la population, des

associations et des partis de gauche.

C'est donc dans une ambiance chaleureuse que les « Grévistes de Griallet » ont fêté leur victoire avec musique et avec un thieb, un bon plat sénégalais préparé par les grévistes. Comme le disait le tract d'appel à la fête, « la lutte paie ».

Des conflits sont cependant toujours en cours comme celui de la société de nettoyage Plus-Net, située elle aussi à Montreuil, en grève depuis fin octobre pour la régularisation des sans-papiers. La lutte et la solidarité continuent.

Correspondant LO

## • Loon-Plage (Nord)

### Le gouvernement contre les migrants

Mardi 16 décembre au petit matin, un détachement de la police aux frontières a investi un campement d'infortune de migrants à Loon-Plage, près de Dunkerque.

Plusieurs dizaines de migrants, en majorité Irakiens et Afghans, ont été emmenés en bus vers des centres d'accueil on ne sait trop où. Le Port autonome de Dunkerque a fait détruire ensuite les cabanes. Mais le samedi suivant, le campement a été reconstruit avec le soutien d'associations humanitaires.

Il y a en permanence plusieurs centaines de migrants dans la région dunkerquoise que l'on voit marcher sur le bord des autoroutes et qui essaient de passer en Angleterre par le terminal ferry de Loon-Plage. Certains migrants ont essayé plus de deux cents fois le passage et ils continuent à le tenter. Ils se sont construit des campements pour ne pas être totalement sous les intempéries. En dehors de celui de Loon-Plage, il y en a deux autres autour de Dunkerque, à Grande-Synthe et à Tétéghem. C'est grâce à l'action des associations qu'ils survivent dans le froid, certains d'entre eux ont

des plaies aux jambes.

Vendredi 19 décembre, un membre du cabinet de la ministre de l'Intérieur en visite dans la région a affirmé aux représentants des associations d'aide qu'il n'était pas question que l'État fasse partie d'une table ronde d'aide aux migrants. Tout repose donc sur les associations et la plus ou moins bonne volonté des collectivités locales. Cela juge ce gouvernement qui laisse des centaines d'hommes et de femmes dans le dénuement et la détresse pour mieux flatter l'opinion réactionnaire.

Serge VIARD

## • Hennebont (Morbihan)

### Plusieurs milliers de manifestants pour la défense de l'emploi

Samedi 20 décembre, à l'initiative du syndicat CGT de la SBFM (Société bretonne de fonderie et de mécanique), une manifestation pour la défense de l'emploi a regroupé plusieurs milliers de personnes. Pratiquement tous les syndicats et partis de gauche y appelaient et nombre d'élus (de gauche et même de droite) y participaient.

En effet, la SBFM, qui appartient à un groupe italien mais travaille principalement pour Renault, a été mise en redressement judiciaire et les 550 salariés de la fonderie craignent un plan de licenciements, voire la fermeture. Ils réclament la réintégration de la fonderie dans le groupe Renault, comme cela a été le cas à Cléon. « Nous exi-

geons : aucun licenciement », tel était le message clair que voulaient faire passer les manifestants. Les travailleurs de la SBFM savent bien qu'ils doivent compter d'abord sur leur propre mobilisation, et celle de la population venue les soutenir, pour se faire entendre.

Correspondant LO

## • Occupation rue de la Banque à Paris

### Réquisition des logements vides !

Samedi 20 décembre, l'association droit au logement (DAL) a occupé un immeuble vide rue de la Banque. Les familles et les militants qui les accompagnaient ont été évacués en début d'après-midi par la police qui agissait sur demande du propriétaire et prétendait que cet immeuble en travaux présentait des dangers. Parmi les occupants se trouvaient une partie des mal-logés qui, l'an dernier, avaient campé rue de la Banque et qui ne sont toujours pas relogés. Car, malgré les promesses du gouvernement, 233 d'entre eux, sur 374, n'ont toujours pas de logement décent.

La ministre du Logement, Christine Boutin, se défend en disant que les familles non relogées ont refusé ce qu'on leur

proposait ou que leur dossier était parvenu trop tard. Il est sûr que le gouvernement a été plus rapide pour faire condamner le DAL à 12 000 euros d'amendes pour l'occupation de la rue de la Banque l'an passé !

Cette condamnation ne suffit évidemment pas à décourager les militants de cette association qui occupent les mêmes lieux depuis le dimanche 14 décembre ; cela ne l'empêchera évidemment pas non plus de continuer à attirer l'attention de l'opinion publique sur le scandale des mal-logés et de réclamer la réquisition des logements vides. Une solution d'urgence et immédiatement applicable dont le gouvernement ne veut pas entendre parler !

Sylvie MARÉCHAL

## • General Motors – Strasbourg

### Une fin d'année en fanfare

Depuis le 10 novembre, tous les lundis ont été chômés pour les travailleurs de General Motors Strasbourg. Après la manifestation du 28 octobre à laquelle avaient participé plusieurs centaines de travailleurs, beaucoup ont continué à se retrouver en moyenne une fois par semaine sur le temps de pause, à l'appel principalement du syndicat CGT. La plupart du temps, les dix minutes étaient largement dépassées, sans que la direction ose trop faire de remarques.

À la mi-novembre, elle a fait annoncer que l'ancien PDG, qui était parti il y a deux ans pour diriger l'usine d'Anvers (où il a organisé le licenciement de 1 500 salariés), revenait. Ceci nous a été présenté comme « une bonne nouvelle » sous prétexte qu'il est Alsacien, qu'il a monté les échelons à Strasbourg, etc.

Mais si la nouvelle a pu créer quelques illusions l'espace d'une ou deux semaines, le soufflé est retombé bien vite lorsque la direction a commencé à triturer les jours de chômage annoncés. Le mardi 2 décembre, prévu dans son calendrier comme chômé, devenait un jour travaillé, suite à une soudaine commande de BMW, puis en fin de semaine on apprenait que le 15, prévu

comme chômé, serait travaillé et que le 2 serait remplacé par le 18 en tant que jour chômé (c'est la récupération des jours chômés !).

Résultat, tout le monde ou presque arrêtait le 17 décembre, avec un jour de RTT placé d'office le vendredi 19. Entre-temps, le jeudi 13, la direction annonçait le programme pour 2009 : 39 jours chômés. Cela n'était pas une surprise, vu les annonces entendues tous les jours de licenciements ou d'entreprises fermant pendant un mois, voire plus.

Aux réunions d'information du lendemain, il y avait encore plus de monde que d'habitude. L'inquiétude est grande de savoir comment nous allons être indemnisés. Puis la direction a fait annoncer qu'elle

ajouterait 9 % aux 62 % du net payé pour les jours de 2009. Et certains ont repris le calcul de la direction, qui avait savamment expliqué que les 71 % d'indemnisation revenaient à ne perdre que 5 % chaque mois si on calculait la perte sur cinq mois.

Ce calcul de professeur Nimbus n'a pas vraiment convaincu. La CGT a fait voter sur le principe d'un arrêt de travail mardi 16 décembre pour aller rendre visite à la direction qui tenait avec les experts une réunion de Comité d'établissement extraordinaire. Et ce jour-là nous étions près de 200 dans la cour, autour des locaux préfabriqués du CE où se tenait la réunion, avec une sono et deux cents personnes scandant durant un quart d'heure « Chômage payé à 100 % » et tapant sur les tôles.

Les fêtes de fin d'année seront peut-être une trêve pour le patron ; mais les travailleurs ont prévu de se retrouver le 5 janvier avec le même objectif : lui faire payer intégralement les jours de chômage qu'il nous impose.

Correspondant LO



## • Thales – Brive (Corrèze)

### Un licenciement qui ne passe pas

Vendredi 5 décembre, un jeune ingénieur de l'usine Thales de Brive recevait une lettre de licenciement pour résultats insuffisants. D'après la direction, il manquait de motivation ! Pourtant, pendant plusieurs années, l'entreprise l'a utilisé en l'envoyant remplir des missions de plusieurs mois loin de chez lui. Ses chefs ne se montraient pas, alors, très motivés pour effectuer eux-mêmes des missions aussi longues.

Mais, pour faire toujours plus de profits, Thales presse les travailleurs comme des citrons en les classant suivant des indices de performance et en les fichant. Une fois par an, chaque salarié reçoit une note de performance. Son salaire dépend de cette note. Ainsi, la distribution des mauvaises notes permet de limiter la masse salariale.

La pression psychologique est permanente et génère un climat irrespirable dans l'entreprise. Les objectifs individuels fixés par la hiérarchie sont toujours plus élevés, et les travailleurs toujours contraints de repousser leurs limites. Lorsqu'ils ne peuvent plus les atteindre, ils sont culpabilisés et taxés d'incompétence.

Déjà au début de l'année 2008, pendant la période des entretiens individuels d'activité, le médecin du travail lançait une alerte en CHSCT (Comité d'hygiène et sécurité-conditions de travail). En effet le médecin notait l'apparition d'un nombre important de pathologies liées au stress.

Avec ce licenciement, la direction poussait le bouchon trop loin. Le lundi matin suivant, les représentants du per-

sonnel en informaient les travailleurs aux portes de l'usine, à l'heure de l'embauche. Une grève de la quasi-totalité du personnel démarrait spontanément.

Malgré le froid glacial, les travailleurs restaient devant le seuil de la porte en attendant un recul de la direction. Toutes les catégories, de l'ouvrier au cadre, exprimaient en bloc leur colère contre ce licenciement injuste. Les anciens affirmaient n'avoir jamais connu de grève aussi massive.

Pour calmer le jeu, la direction a alors très vite proposé des compensations financières à notre collègue et la prise en charge d'une aide au retour à l'emploi (mais dans une autre entreprise). Elle a également, dès le lendemain, ouvert plusieurs postes qui pourraient permettre des embauches d'intérimaires. Nous protestons depuis longtemps contre le développement des contrats précaires, et il semble que la démonstration de force ait poussé la direction à réagir.

Correspondant LO

## • Chaffoteaux – Ploufragan (Côtes-d'Armor)

### Débrayages contre le chômage partiel

Mardi 16 décembre, les travailleurs de Chaffoteaux ont débrayé pour protester contre le chômage partiel imposé par la direction du groupe MTS (Merloni Thermosanitaire) qui possède l'usine de fabrication de chaudières à gaz située à Ploufragan.

L'équipe du matin s'est mobilisée la première, cessant le travail dès la confirmation par la direction du chômage pour 2009. Elle a été suivie par l'équipe d'après-midi. Il faut dire que le ras-le-bol était fort.

Certes, depuis une semaine, nous savions que la direction voulait imposer plusieurs dizaines de jours de

chômage l'année prochaine, dont une douzaine au premier trimestre, mais tout cela devait être confirmé en réunion du Comité d'établissement.

La direction avait préparé le terrain en laissant entendre que la crise immobilière aurait des conséquences sur le niveau de l'activité de l'usine de Ploufragan. Mais personne ne

s'attendait à autant de chômage ; d'autant moins qu'un plan de 125 suppressions d'emplois est en cours (77 travailleurs ont déjà quitté l'entreprise début décembre et les autres départs auront lieu début mars et début juillet 2009).

À côté de cela, la direction n'a pas hésité à imposer dans certains secteurs des heures supplémentaires jusqu'à la fin de l'année, et à faire appel à plusieurs dizaines d'intérimaires. Et maintenant, le personnel de production va chômer

une à deux semaines par mois durant le premier semestre 2009 !

Les travailleurs ont profité du débrayage, ayant le directeur de l'usine sous la main, pour réclamer le paiement intégral des jours chômés. La direction se contente en effet d'appliquer le minimum légal pour l'indemnisation. Les pertes financières vont donc être conséquentes. Pour une semaine chômée, ce sera 100 euros minimum en moins sur la paye.

Pourtant, il n'y a aucune

raison de perdre un centime dans cette affaire, le groupe MTS a fait des bénéfices toutes ces dernières années.

Pour l'instant, la direction refuse de compenser intégralement les pertes. Elle propose aux travailleurs de puiser dans leurs jours de congés payés pour diminuer l'impact financier, mais cela ne satisfait personne. Ceux-ci ont décidé de boycotter l'inventaire que la direction avait programmé pour les 29 et 30 décembre. Ce sera une première action.

Correspondant LO

## • La Redoute – Roubaix

# Face au plan de restructuration, début de protestation

**Jeudi 18 décembre au matin, à l'appel de tous les syndicats, 300 salariés de La Redoute Roubaix ont débrayé une heure pour montrer leur désaccord avec le plan de restructuration de 672 emplois annoncé fin octobre. Ce jour-là un rapport d'expertise, demandé par le Comité d'entreprise, était présenté devant celui-ci.**

Ce rapport, chiffres à l'appui, conforte les travailleurs qui depuis le début contestent ce plan de licenciements tout à fait inadmissible. Quelques exemples cités par les syndicats :

Depuis 1996, le montant des dividendes versés par La Redoute à PPR (le groupe

Pinault qui possède La Redoute, la FNAC, Puma, Gucci, etc.) est de 226 millions d'euros. La Redoute paie en plus à PPR une redevance qui se monte à 11 millions d'euros par an pour utiliser la marque « La Redoute » et 2 millions d'euros pour utiliser la marque « Redcats », sous-groupe dont fait partie La Redoute, alors que La Redoute et Redcats existaient bien avant que PPR ne mette la main sur La Redoute. Les locaux, qui appartenaient auparavant à l'entreprise, sont désormais loués 7 millions d'euros par an à... PPR par l'intermédiaire d'une société « hollandaise » !

De plus, le chiffre d'affaires de La Redoute est quasiment

le même depuis 1999, avec une pointe en 2004, alors que l'effectif est passé de 6 302 à 4 590 en septembre 2008. Avec 1 800 personnes en moins, c'est une hausse de la productivité !

Quant au groupe PPR, il va on ne peut mieux. Sur les quatre dernières années, il a versé 1,5 milliard d'euros à ses actionnaires. La rentabilité déclarée de chaque salarié du groupe PPR étant en 2007 de 4 200 euros par an.

Ce n'est donc pas la baisse de 7 % du chiffre d'affaires de La Redoute annoncé par la direction pour 2008 qui peut justifier de mettre presque 15 % de l'effectif actuel à la porte.

Ce qui révolte le plus bien

des travailleurs, c'est que dans les secteurs touchés la majorité des salariés sont âgés de plus de 50 ans, et travaillent depuis de très nombreuses années à La Redoute. Les mettre à la porte dans cette période de crise, c'est les réduire à la misère, alors qu'ils ont contribué aux bénéfices très confortables de Pinault père et fils.

Alors, ce début de protestation en appelle bien d'autres. De nouveaux débrayages sont prévus pour le début de l'année. L'indignation monte et les salariés présents au débrayage étaient très contents. Le discours de la direction sur « l'entreprise en difficulté et obligée de s'adapter » commence à ne plus passer.

Correspondant LO

## • CHU de Nancy

# Non aux 650 suppressions de postes !

**Jeudi 18 décembre, à l'appel de l'ensemble des syndicats du CHU de Nancy, 750 hospitaliers se sont retrouvés devant le conseil d'administration pour s'opposer au plan de 650 suppressions de postes, 600 postes d'agents et 50 postes de médecins.**

« Mobilisation historique au CHU » titrait *l'Est Républicain*, car un tel rassemblement ne s'était plus vu depuis la grande grève de 1975. Le pourcentage d'agents en grève, 20 %, était lui aussi exceptionnel. Tandis que les policiers contenaient la pression des manifestants et que quelques vitres étaient brisées, la

colère des hospitaliers s'est fait entendre. Cela n'a toutefois pas empêché le conseil d'administration d'entériner le « contrat de retour à l'équilibre » élaboré par la direction pour la période 2009-2012, malgré le vote contre des représentants syndicaux et des élus de gauche.

Comme dans la quasi-totalité des CHU, le budget du CHU est en déficit. Les dotations n'ont pas suivi l'évolution des dépenses d'hospitalisation, notamment l'augmentation des dépenses de médicaments qui est en partie liée à la mise en place de traitements de plus en plus élaborés et efficaces ! Et la tarification à l'activité, qui est mainte-

nant généralisée, n'a fait qu'aggraver la situation, puisque bien des actes pratiqués dans les CHU ne sont pas rémunérés à hauteur de leur coût réel – les cliniques privées étant spécialisées, elles, dans les actes les plus rentables – sans compter que les CHU doivent assumer, en plus des soins, des missions d'enseignement, de recherche.

Avec les suppressions de postes, la qualité de l'accueil des malades va continuer de se dégrader, au même rythme que les conditions de travail des hospitaliers. Avec moins de médecins, les délais d'attente des patients vont encore s'allonger, ce qui va encore diminuer l'acti-

tivité du CHU au profit du privé. Les mesures prises par la direction en accord avec les autorités de santé ne vont donc pas résoudre le problème budgétaire, elles vont au contraire aggraver la situation. En s'opposant à ce plan, les hospitaliers ne défendent pas seulement leurs conditions de travail, ils défendent en même temps le service public de santé, que ceux qui en ont la charge sont en train de démolir. Cette mobilisation juste avant la période des fêtes a été ressentie comme un vrai succès par tous ceux qui y ont participé. L'action doit reprendre en janvier.

Correspondant LO

## • CHU de Besançon

# La mobilisation ne faiblit pas

**À la surprise générale, mercredi 17 décembre, le directeur général s'est fait huer à l'arbre de Noël du personnel du CHU de Besançon. Une réaction spontanée sur fond de mobilisation du personnel qui dure depuis plusieurs semaines.**

Ainsi, jeudi 27 novembre, nous avons été près de 800 à manifester devant l'Agence régionale de l'hospitalisation, pour dénoncer les suppressions de postes et la diminution de nos RTT.

La direction prévoit en effet de supprimer 12,5 jours de RTT et de récupération. Cela corres-

pond à l'équivalent de 202 postes temps plein sur l'hôpital, davantage que les 178 postes créés pour la RTT ! Ainsi elle entend faire payer au personnel le manque de moyens dont souffrent les hôpitaux.

Le mécontentement du personnel s'exprime par des actions qui se multiplient.

Depuis trois semaines, nous sommes plusieurs centaines à participer aux assemblées générales du lundi et à faire connaître notre combat. L'accueil reçu par la population ne peut que nous encourager à continuer.

Une manifestation régionale est prévue le 22 janvier, imposée par l'assemblée du personnel malgré les réticences des instances syndicales régionales. Depuis le 15 décembre, des visites aux hôpitaux de la région

sont organisées pour appeler à cette manifestation. Une pétition de soutien des usagers a déjà recueilli plusieurs milliers de signatures.

Une occupation de la cour d'honneur de l'hôpital au centre-ville est prévue toute la journée et la nuit du 8 janvier, pour dénoncer les choix de la direction. Malgré le temps glacial, l'ambiance à l'hôpital se réchauffe !

Correspondant LO

## • Thomson – Rennes

# Les débrayages continuent contre les suppressions de postes

**Jeudi 11 décembre, nous étions à nouveau près de deux cents à nous rassembler en débrayant chez Thomson à Rennes.**

Une assemblée a fait le point sur le mouvement, tout comme la semaine d'avant où nous nous étions réunis devant l'entreprise. Le moral est bon et personne n'a l'intention d'en rester là. D'autant plus que, les semaines précédentes, nous avions défilé dans les locaux et réussi à entraîner plusieurs dizaines de collègues.

En fait, nous débrayons toutes les semaines depuis plusieurs mois. Nous sommes confrontés à la suppression de deux services, concernant une soixantaine de travailleurs. Si après plusieurs mois de procédure, la direction a fini par reclasser une partie d'entre nous dans d'autres services, ce n'est pas le cas de tout le monde et nous craignons que des licenciements aient lieu. D'où l'exigence que la direction retrouve un poste à chacun d'entre nous.

Celle-ci fait traîner les choses en longueur, comptant peut-être sur un essoufflement de notre part. Mais aujourd'hui personne ne se sent à l'abri de voir son poste disparaître dans une restructuration. La zone où se trouve l'entreprise en compte beaucoup d'autres du même secteur d'activité où la situation de l'emploi se dégrade. Des licenciements sont annoncés, comme par exemple au centre d'études de Motorola, qui emploie 150 personnes. La direction de ce groupe a récemment décidé la fermeture pure et simple.

Les défilés dans l'entreprise ces dernières semaines nous ont confortés en nous montrant qu'il est possible d'en entraîner d'autres, et aussi d'avoir la force de nous opposer aux mauvais coups des patrons, en cours et à venir. C'est pourquoi plusieurs dizaines d'entre nous ont jugé important de se joindre au rassemblement organisé le lendemain, vendredi 12 décembre, devant le centre Motorola, contre sa fermeture.

Rendez-vous a été pris début janvier après les congés de fin d'année. Nous sommes bien déterminés à ne pas nous laisser faire.

Correspondant LO

## • Mayotte

# Centre de rétention

## « Est-ce ainsi que des hommes vivent »...

**Le centre de rétention de Mayotte a eu les honneurs de la presse avec la diffusion, par le site Internet du journal *Libération*, d'une vidéo dénonçant les scandaleuses conditions de détention qui y sont pratiquées.**

Le reportage, dont des images ont été également diffusées par plusieurs chaînes de télévision, a été tourné en octobre par des membres de la Police aux Frontières eux-mêmes excédés par les conditions d'hébergement qui sont imposées aux « clandestins » avant leur expulsion vers les autres îles des Comores. « *Je n'ai pas fait ce boulot pour traiter ainsi les gens. Ce que je vois à Mayotte, je ne l'ai vu nulle part ailleurs* », témoigne un des policiers. Et de fait, les images

sont terribles.

On y voit derrière une grille des corps entassés de femmes, de mères et de bébés. Derrière une autre grille on voit d'autres corps d'hommes pareillement enchevêtrés. Il y avait 202 personnes lorsque les images ont été tournées, alors que le centre est prévu pour 60 personnes. Et l'on compte parfois jusqu'à 220 personnes, indiquait en avril dernier une mission du Sénat qui avait déjà dénoncé les conditions inhumaines du centre de Pamandzi : il n'y a

que soixante matelas, et encore depuis peu, quatre douches communes aux hommes et aux femmes, pas de toilettes réservées aux femmes et aux enfants.

La surpopulation du centre témoigne en fait de l'ampleur de la chasse aux sans-papiers pratiquée dans l'île de Mayotte. Ces sans-papiers, ces « clandestins », sont les habitants des îles voisines, souvent membres de familles auxquelles sont aussi rattachés des Mahorais. Ils viennent à Mayotte pour voir leurs proches, mais aussi bien sûr pour se soigner et dans l'espoir de trouver un travail qui leur permette de vivre. La chasse aux sans-papiers est

d'une telle ampleur qu'en 2007, plus de 16 000 d'entre eux ont été refoulés de Mayotte après être passés dans le centre de Pamandzi. C'est là un chiffre considérable puisqu'il totalise plus de la moitié des expulsions réalisées par la France (27 000).

Depuis 1999 il est question de reconstruire le centre. Yves Jégo, le secrétaire d'État à l'Outre-mer l'a promis une nouvelle fois, mais pas avant 2010. En revanche, le même Jégo ne s'est pas gêné pour accuser les gouvernants de l'Union des Comores d'être responsables de l'émigration clandestine des Comoriens vers Mayotte et des morts

qu'elle occasionne au cours des fréquents naufrages des frêles embarcations où prennent place les émigrants. Mais ne serait-ce pas plutôt le gouvernement français qui porte l'entière responsabilité de tous ces drames ?

C'est bien lui en effet qui a transformé du jour au lendemain les Comoriens en étrangers, en instaurant en 1995 un visa pour entrer à Mayotte. C'était ainsi mettre fin à la libre circulation qui existait entre les îles de l'archipel, y compris après 1974, date à laquelle une majorité de Mahorais a décidé que l'île resterait rattachée à la France.

Emile GRONDIN

## • Lignes électriques coupées dans le Centre

# EDF, à l'assaut de l'Amérique, délaisse le Massif central

**Deux faits se sont déroulés à peu près simultanément. Aux États-Unis, EDF vient de s'offrir, pour la somme de 4,5 milliards, la moitié des activités nucléaires de la compagnie Constellation. L'objectif est de s'implanter sur le marché américain du nucléaire afin de pouvoir y construire des centrales.**

Cela vient quelques semaines après une opération analogue en Grande-Bretagne où EDF s'est payé, également à coups de milliards, British Energy.

Par ailleurs, pendant ces grandes manœuvres financières, la neige a paralysé le réseau électrique dans le Massif Central, privant de courant plus de cent mille usagers.

La neige, on n'y peut rien, dira-t-on. Sauf que la neige, en hiver, dans le Centre, ce n'est pas tout à fait une surprise. Pour que cette neige n'ait pas de conséquence catastrophique, il aurait fallu enterrer tout ou partie du réseau, comme EDF l'avait plus ou moins annoncé après la tempête catastrophique de 1999.

Mais si l'enfouissement s'effectue sur les lignes nouvelles, il n'y en a quasiment pas pour les anciennes. Car cela revient cher, évidemment, surtout dans des coins de campagne ou de montagne où il y a peu d'abonnés et beaucoup de kilomètres de lignes. Mais cela ne coûte quand même pas plus cher que les milliards qui s'envolent outre-Manche et outre-Atlantique.

De plus l'élagage des arbres le long des lignes électriques n'est même plus fait de

manière sérieuse. Aussi les branches, sous le poids de la neige, s'effondrent en faisant s'effondrer aussi le réseau.

Au lieu de servir à améliorer le service public, comme cela devrait être sa fonction, l'argent d'EDF ne sert qu'à spéculer en rachetant à tour de bras des entreprises à l'étranger, pour le plus grand profit

des actionnaires, au premier rang desquels se trouve pour le moment l'État.

D'ailleurs, fin novembre, EDF a décidé, comme l'an passé, de verser en cette fin d'année, un acompte sur les dividendes à venir : l'acompte sera de 1,2 milliard d'euros. Ce qui ne manquera pas de réjouir les abonnés de la Lozère ou de la Haute-Loire qui ont dû s'éclairer à la bougie et jeter le contenu de leur congélateur...

André VICTOR



Les lignes électriques aussi sont victimes de la spéculation.

## • Le prix du gaz ne baissera pas

# Les usagers payent pour les actionnaires

**Le prix du gaz étant toujours, malgré la privatisation de Gaz de France (devenu GDF-Suez), du ressort du gouvernement, c'est le porte-parole de celui-ci, Luc Chatel, qui a annoncé les prévisions des tarifs pour les mois à venir.**

Il a donc déclaré que « *le gouvernement prend l'engagement de ne pas augmenter le prix du gaz pendant toute la période de l'hiver (...)* En avril, si les prix du pétrole sont maintenus à des niveaux aussi bas que maintenant, le gouvernement pourrait envisager de baisser le prix du gaz ».

On croit rêver ! Pendant ces dernières années, où le gaz n'a cessé d'augmenter, les dirigeants pétroliers et gaziers nous expliquaient que ces hausses étaient inévitables car les tarifs du gaz étaient indexés sur les cours du pétrole, lesquels ne cessaient de grimper. Rien qu'en 2008, il y a eu trois augmentations pour le gaz qui ont atteint, cumulées, 15,2 %.

Maintenant que les cours du pétrole s'effondrent, qu'ils ont diminué à peu près des deux tiers, tout le monde s'attendrait raisonnablement à une baisse du prix du gaz.

Eh bien non, il n'y aura pas de baisse ! Et le porte-parole du gouvernement vient expliquer benoîtement qu'on peut encore s'estimer heureux car on nous épargne une hausse !

Les responsables de GDF-Suez et les politiciens qui les soutiennent ont beau tenter toutes les explications plus ou moins fumeuses sur les tarifs qui seraient fixés longtemps à l'avance et dont on ne pourrait répercuter les variations sur le champ, cela ne peut convaincre les millions d'usagers.

Aux yeux de tous, les dirigeants gaziers volent les petits consommateurs afin de remplir les coffres des actionnaires de

GDF-Suez (et accessoirement de Total, producteur minoritaire).

Bien qu'étant aujourd'hui privatisé, le gaz est toujours considéré comme un service public. La moindre des choses serait que les prix d'achat du gaz à l'échelle internationale soient connus de tous. On pourrait alors constater à quel point les trusts gaziers volent la population et d'où proviennent les plantureux bénéfices de Gaz de France et aujourd'hui de GDF-Suez.

La déclaration de Luc Chatel fait planer une autre menace pour les mois à venir. Comme il est possible que les cours du pétrole remontent d'ici un trimestre, on viendra peut-être nous dire alors que finalement le prix du gaz ne pourra pas baisser, voire qu'il grimpera encore.

Les trusts gaziers auraient alors réussi à traverser la période de baisse des prix pétroliers actuels sans renoncer à leurs profits.

Privatisation de Gaz de France aidant, il est de fait que la politique gazière du pays est de plus en plus la politique des actionnaires. Et il faut rappeler que c'est le gouvernement et tout particulièrement Sarkozy qui, après avoir promis que GDF ne serait pas privatisé, en a finalement fait cadeau au groupe privé Suez. Ce sont aujourd'hui des millions de petits consommateurs qui font les frais de ces combines financières.

A. V.